

---  
**Arrêté du Président**

**N° 2025-265**

**MB/MC/HD**

**OBJET** : Concours externe, interne et troisième concours de rédacteur territorial – session 2025.

**Liste des correcteurs modificatif**

Le Président,

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L132-10, L320-1 à L321-3, L 325.19, L522-1, L522-23 à L522-31, L523-1, L523-3 à L523-6,

Vu le décret n°2010-329 du 22 mars 2010 modifié portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux,

Vu le décret n° 2012-942 du 1<sup>er</sup> août 2012 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des rédacteurs territoriaux,

Vu l'arrêté n° 2015-153 du 29 avril 2015, donnant délégation de signature à Madame Martine BARBEROUX, Directrice des concours,

Vu l'arrêté n° 2022-244 du 14 septembre 2022, donnant respectivement délégation de signature à Monsieur Benoît HAUDIER, Directeur Général Adjoint chargé des concours, de la santé et de l'action sociale et à Madame Martine BARBEROUX, Directrice des concours,

Vu l'arrêté n° 2024-298 du 6 décembre 2024 portant ouverture de la session 2025 des concours externe, interne et du troisième concours de rédacteur territorial,

Vu la convention générale établie entre centres de gestion, relative à la mutualisation des coûts des concours et examens transférés du CNFPT vers les centres de gestion,

Considérant qu'à la suite de désistements, il convient de compléter la liste des correcteurs de la session 2025 des concours externe, interne et du troisième concours de rédacteur territorial,

**ARRETE**

**Article 1** : La liste des correcteurs de la session 2025 des concours externe, interne et du troisième concours de rédacteur territorial, est complétée comme suit :

Kamel ABDELMOUMNI

Mohamed ALAHOUM

Nohra ALOUANI

Lounis AMEDJKOUH

Lara ALTMAN

Zoubida ARIBI

Nadia ATTAF

Maxime BALDIT

Pascale BARINCOU

Diane BARTHET

Cécile BATTESTINI

Florence BATTISTINI

Karima BENTOUT

Arsène BOLOUVI

Amélie BOURLIEUX

Alain BREUILLER

Isabelle BRUCKER-GOMIS

Muriel CASALASPRO

Claude CERAN

Sophie CHARLES

Mariama COULIBALY ADJOVI

France COURAPIED

Anne DAVIET

Delphine DEBERNARDI

Isabelle DELIAVAL

Antoine DELTHIL

Laëtitia DRUYER

Nadège DUBOURG

Stéphanie DUGUE

Nadia DUMOULIN

Vincent DUNGLAS

Sonia DUPLAISSY

Géraldine EDOUARD

Ibrahim EL MARZOUKI

Magalie FOUET

Frédéric GAGNET

Fanny GAUBERT

Fabienne GENINASCA

Olivier GILTON

Catherine GOUPILLE

Stéphanie GRAMOND

Didier GUILLOU

Murielle GUINGADARIN

Aurélie GUYARD

Nordine HABIBECHE

Khadidja HASSANI

Jacques HENRI ROBERT

Azzouz HOUAMED

IHADDADENE Lounis

Nathalie IOPPI

Claire KAHN BONNEAU

Malika KEMACHE

Nora KEZOU

Myriam KHEMISS

Nadire KITATNI

Virginie LACAZE

Cécile LACHAUX

Lauriane LACHENAÏT

Nicolas LARGEAIS  
Anaïs LARME  
Sandrine LE CORRE  
Sonia LE GALL  
Isabelle LECOMTE  
Manuela LEGENDRE  
Didier LEGER  
Julie LEMAINQUE  
Brigitte LIEVIN  
Youssef MAAZOUZI  
Dan MAGNAN-CESARETTI  
Christine MALLAT DESMORTIERS  
Florentin MANJAKAVELO  
Sabine MARTINEZ  
Jérôme MATEESCO  
MAYALA Marie-Laure  
Martial MEURICE TERNUS  
Jennifer MOHR  
Auriane MOIGNOUX  
Catherine MOINARD  
Clément NAVA

Seynabou OLIVIER DE SARDAN  
Mohammed OTMANI  
Nathalie PACITTO  
Jean-Pierre PAOLETTI  
Chantal PAPAYS  
Christian PEGAZ  
Xavier PIERRET  
Dalila RAHMANI  
Elodie RIFFAUD  
Benoît RISBOURG  
Hugo ROCH  
Elvire ROGER PETIT  
Lucie ROGNON  
Franck SAJET  
Cécile SANCIAUME  
Sophie TSAPZANG  
Christel VALET GANE  
Stéphane VOISIN  
Marie-Agnès VOKLEBER  
Lina YOUNGIL

**Article 2 :** Ampliation du présent arrêté, qui sera publié par affichage électronique sur le site du Centre Interdépartemental de Gestion, sera transmise à Monsieur le Préfet de la Seine-Saint-Denis.

Publié par affichage sur le site du  
CIG petite couronne

[www.cig929394.fr](http://www.cig929394.fr)

le 06/11/2025

Fait à Pantin, le 4 novembre 2025



Pour le Président et par délégation,  
Le Directeur Général Adjoint des concours,  
de la santé et de l'action sociale

Benoît HAUDIER

*L'intéressé, s'il désire contester cet acte, peut saisir le tribunal administratif de Montreuil d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de la notification de la décision attaquée. Il peut également saisir l'autorité compétente d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (au terme d'un délai de deux mois, le silence gardé par l'autorité compétente vaut rejet implicite).*